

Le gouvernement sait très bien que le pays ne peut assurer sa position comme centre manufacturier en Asie s'il ne s'appuie que sur la géographie et une main d'oeuvre bon marché. En conséquence, depuis la publication de la directive gouvernementale du deuxième semestre de 1979 ordonnant un relèvement substantiel des salaires, les industries de main-d'oeuvre et les installations de fabrication à faible valeur ajoutée ont été encouragées à quitter le pays. La politique du gouvernement met l'accent sur la valorisation permanente des compétences des employés, sur une meilleure productivité, sur l'utilisation de techniques moins énergivores ainsi que sur des stimulants visant à attirer les industries capitalistes à forte valeur ajoutée. Le ralentissement économique est venu accentuer ce mouvement. L'investissement étranger, qui constitue un élément important de l'industrie manufacturière a augmenté de 13% durant le premier semestre de 1982 pour atteindre le chiffre de 352 millions \$EU.

Politique étrangère

On dit souvent de la politique étrangère de Singapour qu'elle est pragmatique. En fait, cela signifie que le pays a tendance à envisager les questions d'abord en fonction de son développement économique. Singapour est le plus petit pays de l'ASEAN, d'où son intérêt dans le renforcement des mécanismes qui permettront à l'Association de faire face aux situations nouvelles sur les plans international et politique. Singapour étant largement tributaire des échanges commerciaux internationaux, des questions comme le protectionnisme, les prix des produits de base, la disponibilité des fonds d'investissement et les prix du pétrole revêtent pour elle un intérêt primordial. Il en va de même pour les événements politiques qui peuvent arrêter ou entraver le flot des biens et services.

Des points de vue politique et économique, Singapour a assumé une importance sans rapport avec sa taille. Au sein d'organisations internationales comme l'ONU, le FMI ou le GATT, Singapour s'est imposée comme un interlocuteur raisonnable et modéré dans ses interventions auprès des groupes de pays en développement, notamment en ce qui concerne les questions soulevées par le dialogue Nord-Sud; elle se montre aussi souvent le porte-parole le plus énergique et le plus éloquent de l'ASEAN.

Relations bilatérales

Le Canada et Singapour entretiennent de bonnes relations fondées sur leur appartenance commune au Commonwealth, leur perception similaire des problèmes internationaux et le soutien que le Canada apporte à l'ASEAN et à ses membres. Les échanges sont facilités par différents accords sur les investissements et la double imposition, par des ententes de financement de la SEE et par l'accueil extrêmement favorable que Singapour réserve aux investissements. Le pays constitue en outre un excellent point d'attache pour le gouvernement et le secteur privé dans la recherche de débouchés commerciaux dans le Sud-Est asiatique.